

Financements et partenariats innovants pour parvenir à l'Afrique que nous voulons

Journée de l'Afrique

**Événement parallèle en marge de l'édition 2022 du Forum politique de haut
niveau sur le développement durable**

Réunion virtuelle

Date : Mardi 12 juillet 2022

Heures : 8:30 - 11:30 EST/ 12:30 - 15:30 UTC



*Au service
des peuples
et des nations*

I. Contexte

En juillet 2018, en marge du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), le Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations unies (UN-OSAA), la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNCEA) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont lancé la première "Journée de l'Afrique au HLPF", un événement ministériel annuel conçu pour partager les bonnes pratiques et les leçons apprises afin de surmonter les défis auxquels sont confrontés les États membres africains dans la mise en œuvre et le suivi des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

La Journée annuelle de l'Afrique au HLPF vise également à populariser et à promouvoir les résultats du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD), qui a été créé pour suivre et examiner la mise en œuvre du Programme 2030 pour le développement durable en Afrique et alimenter les travaux du FPHN. Il établit également un lien entre la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (CoM) de la CEA et le segment ministériel de l'ECOSOC. En tant que telle, la Journée de l'Afrique s'est imposée comme le principal forum permettant d'établir un lien entre les efforts régionaux et mondiaux qui contribuent à la mise en œuvre du développement durable de l'Afrique.

(a) Messages clés de l'ARFSD-8

La huitième session du Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD-8) s'est tenue du 3 au 5 mars 2022 à Kigali, au Rwanda, sur le thème "Mieux construire l'avenir : Une Afrique verte, inclusive et résiliente prête à réaliser l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063". Les discussions tenues lors de l'ARFSD-8 se sont déroulées dans un contexte de défis continus pour le développement mondial en raison de la pandémie de COVID-19, exposant les graves vulnérabilités et les inégalités structurelles préexistantes en Afrique. En outre, le continent n'était déjà pas sur la bonne voie, et dans certains cas régressait, en ce qui concerne la réalisation de certains des objectifs fixés dans le Programme 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons.¹ La reprise après la pandémie de COVID-19 a été largement inégale et inéquitable et n'a pas permis de réaliser ce qui est nécessaire pour que l'Afrique soit sur la voie du développement durable.

Dans sa tentative de proposer des solutions, l'ARFSD-8 a abordé une variété de questions, parmi lesquelles le redressement après la pandémie et ses effets socio-économiques négatifs, l'autonomisation des femmes et les questions de genre, l'éducation, la vie au-dessus de la terre et la vie au-dessous de l'eau, ainsi que le financement durable et les questions de partenariat connexes. Les messages clés ont également souligné l'urgence d'exploiter les avantages du lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et de tirer parti du dividende démographique du continent en libérant tout le potentiel de sa population de jeunes et de femmes. Le Forum a publié la Déclaration de Kigali avec des recommandations

¹ Pour un aperçu des progrès de l'Afrique dans la mise en œuvre des ODD, veuillez consulter le Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (version préliminaire non éditée), disponible [ici](#).

politiques pertinentes pour les États membres africains, les gouvernements locaux, les parties prenantes et les partenaires extérieurs.²

(b) CdM 2022 (mai 2022 - Dakar, Sénégal)

La 54^{ème} session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (CoM 2022) s'est tenue du 11 au 17 mai 2022 à Dakar, au Sénégal, sur le thème "Financer la relance de l'Afrique : Ouvrir de nouvelles voies". La Conférence a examiné le paysage actuel du financement du développement en Afrique, en considérant les opportunités et les défis pour améliorer à la fois la qualité et la quantité du financement du développement de l'Afrique afin de soutenir la reprise suite à la pandémie de COVID-19 et de libérer le potentiel de développement que représente le marché de libre-échange inter africain (AfCFTA) en particulier pour les PME et les entreprises appartenant à des femmes. À cette fin, l'indice des affaires par pays de l'AfCFTA, développé par la CEA, a été présenté comme un outil de suivi et d'évaluation d'une mise en œuvre inclusive de l'AfCFTA conformément aux attentes du secteur privé.

À l'issue de la conférence, les ministres ont publié un communiqué appelant les États membres africains à intensifier leurs efforts pour mobiliser les ressources nationales, par le biais de politiques fiscales efficaces, de l'épargne et de l'utilisation d'autres mécanismes innovants, tels que les fonds de pension, les fonds souverains, les obligations de la diaspora et les transferts de fonds, pour soutenir les projets de développement africains ainsi que pour mettre en œuvre des politiques qui créent un environnement favorable à l'activité du secteur privé et attirent les investisseurs institutionnels, et pour favoriser l'utilisation d'une grande variété d'instruments financiers, tels que le financement mixte, les marchés de capitaux, les fonds de pension, les fonds souverains, les obligations liées aux Objectifs de développement durable, le financement vert, les obligations de projet, les garanties et les instruments de réduction des risques, entre autres, ainsi que de nouvelles incitations pour réduire le coût du crédit.

(c) Aggravation des perspectives de sécurité alimentaire et énergétique en raison de la guerre en Ukraine

En plus de ces défis existants, la guerre en Ukraine, qui a éclaté le 24 février 2022, constitue un choc exogène ayant un impact à la fois sur le prix et la disponibilité des aliments et de l'énergie en Afrique. La note d'orientation intitulée "Global impact of war in Ukraine on food, energy and finance systems", publiée en avril par le Groupe de réaction aux crises mondiales sur l'alimentation, l'énergie et les finances (GCRG) du Secrétaire général, indique que l'Ukraine et la Fédération de Russie "fournissent environ 30 % du blé et de l'orge du monde, un cinquième de son maïs et plus de la moitié de son huile de tournesol".

Avant même le début du conflit en Ukraine, la pandémie de COVID-19 avait déjà entraîné la pire récession économique depuis un demi-siècle en Afrique, avec une contraction du PIB réel de 3 % en 2020. En raison de la situation actuelle en Ukraine, la croissance du PIB de l'Afrique devrait être réduite de 0,7 % et

² Pour plus de détails sur les résultats de l'ARFSD, les messages clés et le texte intégral de la Déclaration de Kigali, veuillez consulter "Huitième session du Forum régional africain sur le développement durable : résumé, messages clés et la Déclaration de Kigali sur les moyens de mieux tirer parti de la crise du COVID-19 et d'accélérer la mise en œuvre du développement durable en Afrique" (ECA/RFSD/2022/11).

l'inflation devrait augmenter de 2,2 % par rapport aux prévisions d'avant le conflit.³ La plupart des ménages africains consacrant la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et la perturbation des chaînes d'approvisionnement aggraveront considérablement l'insécurité alimentaire et effaceront les progrès durement acquis en matière de développement au cours des dernières décennies en plongeant des millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté extrême.

(d) L'urgence de s'attaquer au changement climatique et de préparer la COP de l'Afrique à Sharm el Sheikh

Le changement climatique est l'un des défis de développement les plus pressants pour les pays africains. Selon une étude de la CEA les surcoûts associés au changement climatique devraient, en moyenne, diminuer de 5% le PIB des économies africaines d'ici 2030 sur la base d'un réchauffement de 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels⁴. Dans certaines régions extrêmement vulnérables, comme le Sahel, les pertes pourraient dépasser les 10 % du PIB dans des scénarios de réchauffement élevé.

La mobilisation des ressources pour la résilience climatique est bien en deçà des 100 milliards de dollars promis, et les perspectives d'engagements de ressources supplémentaires ne sont pas prometteuses au lendemain de la pandémie et dans le contexte de l'environnement économique mondial négatif actuel. Les pays africains bénéficient également d'investissements limités du secteur privé dans la résilience climatique. Des efforts significatifs sont également nécessaires pour respecter l'engagement de Glasgow de doubler le financement de l'adaptation. Les pays africains ont également besoin de mécanismes immédiats pour faire face aux pertes et dommages constants et récurrents causés par les événements liés au climat. Les pays africains ont besoin d'un investissement urgent dans la résilience climatique de la part des partenaires du développement ainsi que des investisseurs du secteur privé. Des formes de financement diversifiées et innovantes doivent également être mobilisées pour répondre à cette urgence climatique et constitueront l'une des questions les plus cruciales à traiter lors de la 27^{ème} Conférence des parties de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique qui se tiendra à Sharm el Sheikh, en Égypte, en novembre 2022.

(e) Participation record des États membres africains aux Examens Nationaux Volontaires (ENV) en 2022

Malgré tous ces défis dans la conjoncture mondiale, l'année 2022 sera marquée par un point culminant : un nombre record de 21 États membres africains participent aux examens nationaux volontaires (ENV).⁵ Parmi ceux-ci, la majorité a participé au moins deux fois aux processus d'ENV, le Togo présentant notamment son ENV pour la quatrième fois cette année, et sept États membres africains - à savoir Djibouti, la Guinée équatoriale, l'Érythrée, le Gabon, la Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie - présentant leur ENV pour la première fois. Le grand nombre d'ENV africains cette année constitue un terrain fertile pour un échange franc d'expériences et de meilleures pratiques afin de surmonter les défis

³ "L'Afrique et la crise ukrainienne : Turning threats into opportunity", Groupe des Nations unies pour le développement durable, 3 mai 2022.

⁵ Voir l'annexe pour la liste des pays ENV africains

et de tirer le meilleur parti des opportunités pour mieux se relever de la pandémie de COVID-19 tout en accélérant la mise en œuvre conjointe de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063.

II. La Journée de l'Afrique au FPHN 2022 : un thème central

Outre l'examen des ODD 4, 5, 14, 15 et 17, le FPHN 2022 se concentrera sur le redoublement des efforts pour une reprise durable et résiliente après le COVID-19 au cours de la Décennie d'action des ODD 2020-2030. Dans un an, le premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine arrivera à échéance, offrant à toutes les parties prenantes une occasion opportune de rétrospective en vue de renforcer la mise en œuvre et le suivi de cet agenda transformateur.

Pour faire face à ces multiples défis, la Déclaration de Kigali⁶ adoptée lors de l'ARFSD-8 appelle à

"[...] l'adoption de réformes de l'architecture financière internationale qui intègrent des mécanismes de financement innovants, initiés et dirigés par les pays africains, afin de garantir la viabilité de la dette africaine et de soutenir le développement de solutions fondées sur la nature et une reprise verte et durable de la pandémie de COVID-19 ; et

[...] une vigueur renouvelée de la part des gouvernements africains, des entités du système des Nations Unies et des partenaires de développement dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, notamment en ce qui concerne le renforcement des possibilités d'améliorer la mobilisation des ressources nationales grâce à des principes de budgétisation durable qui sont alignés sur l'Agenda 2030, l'Agenda 2063 et l'Accord de Paris, et pour une solidarité mondiale renouvelée en ce qui concerne les investissements publics dans la mise en œuvre de ces programmes sur la base du principe de ne laisser personne de côté. "

Ces recommandations serviront de point de départ aux délibérations de la Journée de l'Afrique au FPHN 2022. En outre, les ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles) faisant l'objet d'un examen au cours du FPHN de cette année, la Journée de l'Afrique au FPHN 2022 comportera également un volet important consacré à l'exploitation du plein potentiel des femmes et des jeunes du continent, notamment en améliorant la qualité de l'éducation, ce qui leur permettra d'acquérir des compétences numériques dans le nouveau monde de l'après-COVID et d'améliorer leur formation en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM). Cela contribuera à les repositionner à l'avant-plan du développement durable de l'Afrique, alors que la communauté internationale étudie les moyens de redoubler ses efforts et financements pour accélérer la mise en œuvre de la Décennie d'action.

⁶ ECA/RFSD/2022/L.1

En outre, les délibérations du FPHN 2022 sur la mise en œuvre des ODD 14 et 15, avec leur accent respectif sur la vie sous l'eau et la vie sur terre, fourniront une toile de fond essentielle alors que la communauté internationale se préparera après le segment FPHN/Ministériel de l'ECOSOC et intensifiera les préparatifs de la COP 27.

Conformément à ces objectifs, la Journée de l'Afrique au FPHN 2022 est organisée sous le thème "**Accroître les financements innovants et mobiliser les partenariats pour l'Afrique que nous voulons**". Dans le contexte décrit ci-dessus, il est clair qu'il est urgent d'augmenter à la fois le montant et la prévisibilité des financements pour s'assurer que le continent soit sur la voie du développement durable afin d'atteindre les objectifs de développement convenus aux niveaux mondial et régional, tels qu'énoncés respectivement dans l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063. Une action urgente est également requise pour mobiliser des flux prévisibles de financement climatique afin de pouvoir faire face aux urgences climatiques immédiates et également investir dans un avenir résilient au climat. En outre, les problèmes récurrents de viabilité de la dette continuent de peser sur les économies du continent et présentent souvent un compromis entre le service de la dette et les investissements pour mieux se relever de la pandémie. Dans ce contexte, l'événement sera une occasion opportune de partager des expériences et d'accélérer les actions visant à renforcer la résilience aux chocs exogènes, tels que ceux qui ont récemment frappé le continent, notamment la pandémie de COVID-19 et la crise en Ukraine.

Les besoins de financement pour atteindre les ODD en Afrique étaient estimés à 200 milliards de dollars par an avant la pandémie, et ce déficit s'est considérablement accru depuis le début de la pandémie.⁷ Pour l'Afrique, le Fonds monétaire international estime que le déficit de financement susmentionné a augmenté de 154 milliards de dollars supplémentaires par an en raison de l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19. Le résultat de la COP 26 qui s'est tenue à Glasgow a reconnu le manque persistant de mobilisation du montant requis pour le financement du climat, conformément aux engagements pris à Copenhague. Des efforts considérables sont nécessaires pour faciliter la mise en place d'un secteur privé supplémentaire et de mécanismes de financement innovants afin de débloquent les investissements dans la résilience climatique. La CdM 2022 a reconnu que pour mieux tirer parti de la pandémie et se remettre sur la voie de la réalisation des ODD à l'échéance de 2030, l'Afrique doit augmenter le financement des investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation, l'action climatique et la réponse à la pandémie de COVID-19. Cependant, les financements publics existants en Afrique sont en deçà des besoins, tant en termes de quantité que de qualité. La CEA estime que la majeure partie des actifs financiers mondiaux, d'une valeur actuelle de 379 000 milliards de dollars, est entre les mains des institutions financières et des investisseurs du secteur privé et recommande qu'une partie importante de ces actifs soit mobilisée pour répondre aux besoins de financement du continent.

⁷ Commission économique pour l'Afrique, Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, Financing Africa's Recovery Paper : Breaking New Ground, mars 2022, E/ECA/COE/40/6.

Deux forces opposées caractérisent le paysage du financement en Afrique : (i) la dépendance à l'égard des produits de base et la faible capacité de collecte des recettes et de dépenses en Afrique se sont combinées pour accroître la vulnérabilité des économies du continent aux chocs de prix extérieurs et affaiblir la capacité de mobilisation des ressources intérieures (MRI), ce qui a entraîné une dépendance accrue à l'égard des financements extérieurs et une aggravation conséquente de la viabilité de la dette⁸. La CEA observe que le ratio recettes fiscales/PIB en Afrique était de 14,9 % en 2019 - bien en deçà de la moyenne de 34,3 % de l'OCDE ainsi que d'autres régions de comparaison, telles que l'Amérique latine et les Caraïbes (23,1 %), et que ce ratio a encore baissé à 11,9 % en 2020 ; et (ii) les niveaux relativement faibles de la GRD sont encore exacerbés par les niveaux élevés des flux financiers illicites (IFF) hors du continent, estimés par la CNUCED à 89 milliards de dollars de pertes de revenus par an.

D'après les estimations récentes citées ci-dessus, l'Afrique a besoin de 354 milliards de dollars par an pour atteindre les ODD en raison de la pandémie de COVID-19 et de la crise en Ukraine. Toutefois, elle n'est pas en voie de répondre à ces besoins car les États membres africains disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée : bien que le déficit budgétaire ait été réduit à 6,3 % du PIB en 2020 et à 4,2 % en 2021, la crise en Ukraine devrait augmenter le déficit d'environ 0,7 point de pourcentage. De même, si le ratio de la dette par rapport au PIB a quelque peu diminué ces dernières années (de 71,1 % en 2020 à 67,7 % en 2021), il reste nettement supérieur aux niveaux antérieurs à la pandémie (environ 61,9 % du PIB), de nombreux pays étant simultanément confrontés à des niveaux d'endettement élevés et à une hausse des coûts du service de la dette.

Dans cette optique, des efforts concertés sont nécessaires pour :

- (i) explorer davantage et promouvoir la mobilisation des ressources nationales pour financer le développement durable et la résilience climatique de l'Afrique afin de garantir l'appropriation et le leadership au niveau local ;
- (ii) accroître le rôle du secteur privé dans les discussions sur la restructuration et le financement du développement et de la résilience climatique ;
- (iii) explorer des mécanismes de financement inclusifs et novateurs, notamment le Mécanisme africain de stabilité proposé, la Facilité de liquidité et de durabilité et d'autres, pour compléter les sources existantes de financement du développement ; et
- (iv) repenser fondamentalement et renforcer les partenariats internationaux, régionaux et sous-régionaux afin d'initier un changement transformateur en Afrique à partir du continent, en investissant dans des secteurs productifs et riches en emplois décents, dans des réformes structurelles visant à renforcer la résilience aux chocs, y compris les pandémies mondiales et le changement climatique, à libérer le potentiel de gestion des risques de catastrophe du continent et à exploiter ses ressources naturelles pour une utilisation durable et responsable au bénéfice des générations actuelles et futures.

⁸ La dépendance accrue vis-à-vis des financements extérieurs avait déjà exacerbé les niveaux d'endettement et les vulnérabilités avant la pandémie. Le ratio dette totale/PIB du continent est passé de 42 % en 2014 à 60 % en 2019, tandis que le ratio dette extérieure/PIB a grimpé en flèche de 25,8 % à 42,6 % sur la même période.

En s'appuyant sur l'énorme potentiel inexploité de l'Afrique en matière d'obligations et d'instruments financiers inspirés de l'économie verte et bleue, ainsi que sur d'autres mécanismes de financement innovants, la Journée de l'Afrique au FPHN est une passerelle vers la COP de l'Afrique en Égypte plus tard cette année et constitue une occasion opportune de discuter et de promouvoir des actions concrètes pour intensifier les financements et les partenariats innovants afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte au moment où la communauté internationale s'efforce de faire de son mieux pour lutter contre les conséquences de la pandémie.

III. Objectifs

La Journée de l'Afrique au FPHN 2022 fournira une plateforme mondiale aux États membres africains pour :

- (1) partager les messages clés et les bonnes pratiques de l'ARFSD-8 et de la CoM 2022, ainsi que les opportunités, en particulier en ce qui concerne le renforcement des financements et des partenariats innovants pour le développement de l'Afrique ;
- (2) mobiliser un soutien technique et financier plus important, notamment en développant les financements innovants, et renouveler les partenariats pour une mise en œuvre accélérée des deux agendas au cours de la décennie d'action, ainsi que pour la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le changement climatique ;
- (3) souligner le rôle des femmes et de la population croissante des jeunes dans le soutien à la mise en œuvre inclusive des deux agendas ;
- (4) échanger des leçons sur les meilleures pratiques dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 et partager les expériences des pays sur le processus EVN, y compris les succès, les défis et les leçons apprises ; et
- (5) promouvoir des partenariats nouveaux et renforcés avec les partenaires de développement de l'Afrique afin d'aider les États membres africains à relever certains des défis identifiés ci-dessus.

IV. Résultats escomptés

- (1) renforcer le dialogue entre les décideurs et les parties prenantes africains aux niveaux continental, régional et national, les entités du système des Nations unies et les partenaires de développement de l'Afrique sur les défis communs et les stratégies de mise en œuvre réussies ;
- (2) une sensibilisation accrue aux principaux domaines nécessitant des efforts supplémentaires pour développer les financements innovants et promouvoir une plus grande égalité, inclusion et résilience ;
- (3) un meilleur partage des stratégies entre les pays africains et les partenaires du développement pour relever les défis posés par la pandémie de COVID-19 et en tirer parti, en vue de mieux progresser ; et
- (4) des discussions au niveau technique entre experts pour aboutir à des conclusions prospectives et des recommandations politiques sur les thèmes de l'événement.

V. Principaux résultats

Un rapport en ligne de l'événement, comprenant les principales recommandations politiques, sera produit et diffusé auprès des participants, des décideurs politiques et des parties prenantes.

VI. Format

L'événement se déroulera virtuellement avec un segment d'ouverture de haut niveau comprenant des discours du Président du Bureau de l'ARFSD-8 (Gouvernement du Rwanda), et du Président de la 76ème session de l'ECOSOC, ainsi qu'un discours-programme du Commissaire de l'UA pour le développement économique, le commerce, l'industrie et les mines. Il sera suivi d'un segment interactif de haut niveau pour le partage des expériences et des meilleures pratiques entre les États membres africains et les partenaires du développement. L'événement se terminera par un panel technique d'experts et des questions-réponses interactives avec le public.

VII. Participants

L'événement virtuel de la Journée de l'Afrique qui se tiendra pendant le FPHN 2022 sera ouvert à tous les participants, en particulier aux hauts fonctionnaires de tous les États membres des Nations unies, ainsi qu'aux représentants des institutions régionales africaines, du système des Nations unies, des partenaires bilatéraux et multilatéraux, aux représentants des groupes de femmes et de jeunes, de la société civile, du secteur privé, des universités, des groupes de réflexion africains et des médias.

VIII. Co-organisateurs

Les co-organisateurs de la journée annuelle de l'Afrique au FPHN sont : l'UN-OSAA, la CEA, la CUA, le PNUD et l'Institut africain de développement économique et de planification (UN-IDEP).

Annexe : Historique des EVN des États membres africains

- **2016** : Égypte**, Madagascar*, Maroc*, Sierra Leone**, Togo***, Ouganda*.
- **2017** : Bénin**, Botswana*, Éthiopie*, Kenya*, Nigeria*, Togo***, Zimbabwe*.
- **2018** : Bénin**, Cabo Verde*, Congo, Égypte**, Guinée, Mali*, Namibie*, Niger**, Sénégal*, Soudan*, Togo***.
- **2019** : Afrique du Sud, Algérie, Burkina Faso, Cameroun*, République centrafricaine, Tchad*, Congo*, Côte d'Ivoire*, Eswatini*, Ghana*, Lesotho*, Mauritanie, Maurice, Sierra Leone**, Tanzanie, Tunisie*.
- **2020** : Bénin**, Burundi, Comores, RDC, Gambie, Kenya, Liberia*, Libye, Malawi*, Maroc*, Mozambique, Niger**, Nigeria, Seychelles, Ouganda*, Zambie.
- **2021** : Angola, Cabo Verde*, Égypte**, Madagascar*, Namibie*, Niger**, Sierra Leone**, Tchad*, Tunisie*, Zimbabwe*.
- **2022** : Botswana*, Cameroun*, Côte d'Ivoire*, Djibouti, Érythrée, Guinée équatoriale, Eswatini*, Éthiopie*, Gabon, Gambie*, Ghana*, Guinée-Bissau, Lesotho*, Libéria*, Malawi*, Mali*, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal*, Somalie, Soudan*, Togo***.

**Présentation pour la deuxième fois*

***Présentation pour la troisième fois*

****Présentation pour la quatrième fois à partir du HLPF 2022.*